



Corridor Ferroviaire Dakar Bamako: Valorisation De L'axe Dakar-kidira

Zone d'Intervention

Ndayane, Thiès, Touba, Kaolack, Tamba, Kédougou, Kidira

Description du Projet

Dans le cadre de sa politique de développement économique et de souveraineté, le gouvernement sénégalais envisage ainsi de mettre en place sur le corridor Dakar-Bamako un programme inclusif adossé à l'infrastructure ferroviaire afin de booster la création d'emplois et de richesse. Le projet s'articule autour de la modernisation de l'infrastructure ferroviaire, la connectivité entre les différents pôles économiques et industriels tout au long du corridor.

Afin d'assurer une mise en œuvre efficace et de maximiser l'impact du projet, des volets clés ont été identifiés pour structurer l'ensemble des interventions. Ce projet comprend plusieurs aspects et composantes stratégiques :

- Transport ferroviaire structurant
- Matériel roulant
- Logistique

- Pôles économiques intégrés

Impact attendu

- Modernisation de l'infrastructure ferroviaire Connexion portuaire
- Connexion des pôles économiques et industrix la loitation minière
- Déblocage du potentiel de croissance des zones portuaires,
- Amélioration du niveau de service du transport routier.
- Libération du potentiel minier du Sénégal

Porteur du Projet				
Entité	Ministère des Infrastructures, du Transport Terrestre et Aérien			
Contact	N/A			
Partenaire(s) du Projet	APIX S.A CFS et GTS Autorité Portuaire (PAD) SOMISEN Collectivités Territoriales Administration Territoriale Secteur privé industriel et minier	Ministère de l'Industrie et du Commerce Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Souveraineté Alimentaire Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Ministère des Finances et du Budget (Administration Douanière)		

Financement				
Montant du projet	FCFA 3 000 000 0	000 000 USD 5 02	2 861 000	
Durée du projet	2025 – 2030			
Type de Financement Recherché	✓ Privé	√ Public	√PPP	
Etat d'avancement				
Actions entamées	Phase conceptuelle			
Documents disponibles	Existence de plusieurs études sur ces 5 dernières années disponibles au niveau des structures habilitées de l'Etat			

